

Contributions des adhérents de la 1<sup>ère</sup> circonscription du Finistère  
Groupe de travail animé par Isabelle Le Bal, vice-présidente Modem 29  
En rouge nos propositions

#### 1-2 République

La France est une république laïque, démocratique et sociale - rajouter **décentralisée !**

#### 1-3 Europe

**L'objectif politique du MoDem est de construire une Europe Fédérale, régionalisée et proche des citoyens.**

#### 1-4 valeurs morales et sociétales

**La famille est le socle de la société française. Mise en place d'un salaire de parent au foyer, tout en luttant contre la polygamie.**

#### 1-6 Laïcité et Liberté religieuse

#### 1-11 Démocratie locale de proximité

**La démocratie s'articule aussi au plus près des citoyens. A la commune et à la région, la clause de compétences générales.**

#### 2-2 Finances publiques.

**La logique prônée de la progressivité de l'impôt ne peut être une valeur étalon du Modem, compte tenu de la pression fiscale exorbitante pesant déjà sur les ménages, notamment les classes moyennes et les jeunes.**

**Répartir les augmentations d'impôts proportionnels aux revenus des ménages.**

**Ne pas associer dans la même phrase : impôts sur les successions et les taxes sur les plus values.**

**La transmission entre générations d'un bien patrimonial peut être aussi un outil de travail et l'imposition systématique à des taux élevés des impôts sur les successions peut mettre en péril des emplois.**

**La mise en place d'une éco-fiscalité ou fiscalité verte, doit tenir compte d'une politique d'aménagement du territoire et d'une péréquation entre les régions au cœur du développement national et européen et les régions françaises excentrées ( Région parisienne et Bretagne du bout du monde). La mise en place de la taxe carbone pour la Bretagne est une double peine : 90 % des activités économiques passant par la route par défaut d'autres moyens (rail).**

**La fiscalité des collectivités locales est soumise et aux critères d'équilibre et à la capacité des territoires de s'acquitter d'impôts supplémentaires. Augmenter les dotations d'État pour les collectivités pauvres.**

**Ne pas baser la fiscalité régionale sur des recettes aléatoires (TIPP Flottante)**

#### 2-5

**Faciliter les stages de reconversion en début d'inscription au Pole emploi en relation avec les entreprises.**

**Faire reconnaître la notion de 5<sup>ème</sup> risque toutes générations ( et pas seulement concernant la dépendance des personnes âgées) au niveau de la sécurité sociale.**

**Instauration du suffrage universel pour la représentation syndicale en France, vraie démocratie sociale.**

#### 2-8 Emploi

**Revaloriser les métiers manuels et les professions agricoles par des campagnes nationales.**

**Restructurer le Service public national de l'Emploi en rationalisant les actions, regroupant les acteurs, pour une plus grande efficacité des fonds publics.**

**- la question du fonctionnement du nouveau POLE EMPLOI. :**

**- ré humaniser les procédures et les relations entre les demandeurs d'emploi et l'institution (beaucoup trop de relations informatiques)**

- poser la question de la sous-traitance des missions de services publics du Pole emploi à des entreprises privées, prestataires qui doivent être compétents et évalués régulièrement.
- la création d'un service public de l'emploi unique n'est pas encore aboutie (multiplication des structures d'insertion professionnelles associatives et locales : PLIE, associations caritatives, conseillers insertions du conseil général, missions locales)
- RSA : trop de gaspillage de moyens non coordonnés, activer plus le volet insertion professionnel, mise en place d'un Plan d'action pour l'emploi pour les titulaires du RSA, trop de travailleurs sociaux témoignent d'une idéologie anti-entreprise,
- développer la logique de filière pour les demandeurs d'emplois : portail internet agrimétiers, portail emploi culturel....

## **2-9 agriculture**

L'enjeu est de faire passer 80 % des exploitations agricoles à la logique de développement par la formation des nouvelles générations sans mise à l'index. Voire par la mise en place de programmes incitatifs plus que répressifs d'éco-conditionnalité des aides publiques. Régionaliser la distribution des aides PAC ?

### **4-1**

Un plan national de lutte contre l'illettrisme

Attachement du MoDem à la liberté de l'enseignement , liberté de choix de l'école pour chaque famille, aide aux écoles catholiques sous contrats équivalentes aux coût réels d'un enfant dans l'école publique.

Une politique nationale pour mettre en place des classes spécifiques pour les enfants surdoués (HQI)

Pas de police nationale dans les établissements scolaires.

Rajouter après ... espace d'épanouissement culturel et éducatif de référence au cœur des quartiers et des zones rurales (la France c'est pas que les villes !)

4-3 remplacer les termes « croissance verte » par « économique verte. »

### **4-4 Formation**

- L'orientation professionnelle est un enjeu essentiel.

Il y a une méconnaissance des demandeurs d'emplois mais aussi des acteurs de l'emploi de la réalité des entreprises et des emplois qui nuit à une réorientation rapide et efficace vers les métiers porteurs d'avenir pour des raisons souvent idéologiques.

- fédérer les acteurs du monde de la formation sous un copilotage alterné du conseil régional et des branches professionnelles, puis organiser les co-financements par un pilotage commun qui éviterait les redondances.

- création d'un Service Public de la Formation Professionnelle, par le regroupement des acteurs déjà en place (OPACIF, CIO, Missions Locales, etc...)

- Renforcer les dispositifs des congés individuels de formation. - Il y aurait à s'interroger sur la pertinence des appels d'offre qui n'ont que l'apparence de la transparence au profit de contrat d'objectifs pluriannuels.

- Mettre en place des procédures d'évaluation des organismes de formation (risques d'incompétences, de phénomènes sectaires) pour tenir compte de la contribution réelle de la formation à une insertion durable dans l'emploi.

- renforcer les processus d'échanges européens de formation professionnelles et des échanges linguistiques tous publics par une découverte civique de l'Europe.

### **5-1 services publics**

**Il manque de clarté dans les priorités données par le Modem, mettre en numéro la sécurité nucléaire n'est pas approprié par exemple reclasser sans hiérarchie ( cela choque à la lecture de voir le nucléaire arrivé en premier)**

**1- Sécurité des personnes**

**2- Santé publique**

**3- Organisations des transports publics sur l'ensemble du territoire (non à la poursuite de privatisation des autoroutes)**

**4- énergie**

**5-2 créer des zones franches fiscales dans les quartiers ZES et les zones rurales isolées.**

**7-4/7-5/7-6 Une France vieillissante, un poids ou une chance ?**

**liberté pour les séniors de rester au travail notamment pour la mise en place d'un accompagnent social des jeunes dans l'entreprise ou dans le milieu professionnel en général**

**défendre le principe de la retraite par répartition en le complétant par le libre choix d'une retraite complémentaire par capitalisation.**

**Donner un statut à la mère de famille, (rémunération), mise en valeur et reconnaissance des parents de famille nombreuse, par une politique familiale nationale volontariste.**